

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 01/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



Fonderie SCHLUMBERGER SAS

3 rue du 17 novembre BP79
68500 Guebwiller

Références : 0006704365_2023_03_03_Fonderie-Schlumberger-VI
Code AIOT : 0006704365

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2023 dans l'établissement Fonderie SCHLUMBERGER SAS implanté 3 rue du 17 novembre BP 79 68500 Guebwiller. L'inspection a été annoncée le 20/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans l'action régionale fonderie de 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Fonderie SCHLUMBERGER SAS
- 3 rue du 17 novembre BP 79 68500 Guebwiller
- Code AIOT : 0006704365
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La fonderie SCHLUMBERGER produit des pièces en fonte en petites et moyennes séries pour des chantiers sur le territoire de la commune de Guebwiller.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nomenclature	Code de l'environnement du 28/10/2019, article R 511-9	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	paramètres de la surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Condition de surveillance continue	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Equipements de l'installation	AP Complémentaire du 24/02/2017, article 3.2.2	/	Prescriptions inadaptées
3	Vitesse d'éjection	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	/	Prescriptions inadaptées
4	Polluants COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	/	Prescriptions inadaptées
6	Auto surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 24/02/2017, article 9.2.1.1	/	Sans objet
8	Valeur limite d'émission en concentration canalisée	AP Complémentaire du 24/02/2017, article 3.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs constats majeurs ont pu être relevés lors du contrôle, qui nécessitent un arrêté de mise en demeure :

- la surveillance annuelle des polluants n'est pas réalisée,

- les mesures continues en poussière ne sont pas mises en place;
- le plan de gestion de solvant (PGS) n'a pas été réalisé depuis 2016.

L'inspection a également constaté le manque de positionnement de l'exploitant sur la rubrique 1978, créée en 2019 par décret. Ce constat amène l'inspection à proposer un projet de lettre préfectorale sur ce sujet.

Par ailleurs, des prescriptions inadaptées ont été constatées dans l'établissement. En effet, les conduits de l'établissement ne sont pas répertoriés correctement dans l'arrêté préfectoral complémentaire. L'absence de suivi de rejets COV et COV cancérigène dans la fusion a également été soulevée lors de l'inspection.

Ces éléments donnent lieu à des demandes supplémentaires par lettre préfectorale.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/10/2019, article R 511-9		
Thème(s) : Risques chroniques, nomenclature		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée :		
1978. Solvants organiques (Directive IED) - applicable à compter du 1er janvier 2020		
1.9 Solvants organiques (Directive IED)		
(Rubrique créée par le Décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019)		
Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :		
<u>Rubrique créée à compter du 1er janvier 2020</u>		
1978	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :	
Constats :		
<p>Pour l'année 2021, l'exploitant a mentionné lors du contrôle une quantité consommée de solvants de 8839 kg/an dans le cadre des process de noyautage et moulage.</p> <p>Cette activité correspond à la rubrique 1978, créée par le décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019.</p> <p>A ce jour, aucune information n'a été transmise par l'exploitant quant à l'appartenance de cette activité à la rubrique précitée.</p> <p>Il conviendra au vu de l'antériorité de l'activité, que l'exploitant se positionne sur cette rubrique par un porter à connaissance.</p>		
Observations :		
L'inspection propose à Monsieur le préfet un projet de lettre préfectorale demandant le positionnement de l'exploitant au sujet de la rubrique 1978 dans un délai de 6 mois.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale		
Proposition de délais : 6 mois		

N° 2 : Equipements de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2017, article 3.2.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée :		
Identification des Conduits	Installations raccordées	Hauteur en m
2 cheminées « installation Combustion »	2 Chaudières De Dietrich GT530/17 de 960 kW unitaire (combustible : gaz)	17
1 conduit de rejet « Tour ARASIN »	Installation de préparation des noyaux. Tour ARASIN de neutralisation des émissions après polymérisation	20
1 conduit de rejet « Fours de fusion »	1 conduit unique pour les 4 fours de fusion raccordés à un conduit unique	21
2 conduits de rejet « Sablerie/Chantiers de moulage/coulée »	2 conduits associés au même caisson de filtration pour : - l'installation de Sablerie (sable, décochage et refroidissement) - les 2 fours de chantiers de moulage HWS1 et HWS2	17
1 conduit de rejet « Grenailleuse RUMP »	« Grenailleuse RUMP »	17
1 conduit de rejet anciennement « Grenailleuse COGEIM »	Conduit de rejet non raccordé à la Grenailleuse COGEIM ; les émissions de la COGEIM sont filtrées et recyclées dans l'atelier	/
1 conduit de rejet « Ebarbage »	4 cabines d'ébarbage raccordées au même conduit : - recyclage d'air en interne (rejet en atelier) en période hivernale	14
17 extracteurs en toiture	Ventilation du hall de coulée/atelier de moulage	19
Constats :		
Suite à la visite d'inspection, il a été constaté des différences mineures entre la description des conduits de l'arrêté préfectoral complémentaire et les cheminées actuelles de l'établissement :		
-les Conduits 1 et 2 sont reliés au même process, sablerie et coulée, et présentent les même particularités.		
- le conduit Wheelabrator présent dans le rapport de contrôle de Socotec correspond au conduit de la Grenailleuse COGEIM.		
- les 17 conduits en toiture ont une aspiration et une ventilation.		
Contenu de ce qui précède, l'inspection en conclut que la prescription est inadaptée. De ce fait, il conviendra de modifier à cet égard les dispositions actuellement opposables au site dans le cadre de la révision des prescriptions de l'APC du 24 février 2017 après transmission, par l'exploitant, d'un dossier de porter à connaissance des modifications apportées sur ses installations.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 3 : Vitesse d'éjection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres de conduit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m ³ /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m ³ /h.
Constats : Le rapport de contrôle du laboratoire agréé, réalisé en 4 mai 2021, relève des vitesses pour l'ensemble des conduits, supérieures à 8 m/s, et des débits supérieurs à 5000 m ³ /h, ce qui correspond à la prescription de l'arrêté ministériel. Il est à noter que l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire de l'exploitant du 24 février 2017 indique des vitesses à 5 m/s non cohérentes avec les prescriptions de l'AM De fait, il conviendra de modifier à cet égard ces dispositions de l'APC du 24 février 2017 .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, COV à substance à danger
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :</p> <p>7° Composés organiques volatils :</p> <p>a) Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable</p> <p>b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III :</p> <p>Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³. En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.</p> <p>c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié : Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p>
<p>Constats : Le rapport de contrôle du laboratoire agréé, réalisé le 4 mai 2021, relève des valeurs pour le formaldéhyde et le phénol d'une concentration respective de 0,088 mg/Nm³ et 1,19 mg/Nm³ pour la sablerie (tour arazin), ce qui est conforme à la prescription de l'arrêté ministériel.</p> <p>Il est à noter que l'article 3.2.4 de l'APC du 24 février 2017 indique pour ces polluants des valeurs limites d'émissions à 20 mg/Nm³, non cohérentes avec les prescriptions de l'AM. Cette différence s'explique par un changement de classement de ces substances ces dernières années.</p> <p>De fait, il conviendra de modifier à cet égard ces dispositions de l'APC du 24 février 2017 .</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : paramètres de la surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, paramètres de la surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant a réalisé sa dernière auto surveillance des rejets atmosphériques par le laboratoire agréé le 4 mai 2021. La surveillance des émissions n'est pas assurée de façon annuelle, conformément aux dispositions de l'article susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Auto surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2017, article 9.2.1.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère sont contrôlés avant toute dilution dans le respect des prescriptions suivantes :

Installation/conduit de rejet	Paramètres à surveiller	fréquences
Conduit de rejet "Four de fusion"	débit	Annuelle
	Poussières	
	Zn + Co+ Ni + Cr + Cu +Mn (gazeux et particulaires)	
	Pb (gazeux et particulaires)	
	Cd (gazeux et particulaires)	
	As (gazeux et particulaires)	
	NOx	
	CO	
	Dioxine/furane	Tous les 3 ans
	HAP	
Conduit de rejet "Tour ARASIN"	débit	Annuelle
	COV	
	Phénol	
	Diméthyléthylamine (DMEA)	
	Formaldéhyde	

Constats :

Lors des visites d’inspection dans les entreprises de fonderie dans la région Grand Est, la présence de COV, et COV CMR (benzène, phénol, formaldéhyde) pour la fusion a été relevée et est mesurée annuellement.

L'exploitant ne réalise pas ces mesures non prescrites par l'APC.

Il convient que l'exploitant réalise ces mesures puis d'adapter le cas échéant l'APC.

Observations :

L’inspection demande une mesure pour le conduit de fusion de ces paramètres pour vérification dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Condition de surveillance continue

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance continue
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque les poussières contiennent au moins un des métaux ou composé de métaux énumérés à l'article 27 (8° a, b ou c) et si le flux horaire des émissions canalisées de poussières dépasse 50g/h, la mesure en permanence des émissions de poussières est réalisée.
Constats : Le rapport de contrôle du laboratoire agréé, réalisé le 4 mai 2021 relève des mesures de poussière en flux supérieures à 50 g/h (73,8 g/h pour la grenailleuse). Des métaux sont détectés dans les conduits du process fonderie (présence plomb, cadmium et somme des métaux). L'exploitant ne réalise pas de surveillance continue des poussières de son établissement alors que le flux horaire autorisé dépasse 50 g/h par conduit, et qu'il comprend des métaux. Suite à l'analyse du rapport, l'inspection considère que l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Valeur limite d'émission en concentration canalisée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2017, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des concentrations d'émissions canalisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les concentrations de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : Pour la tour Arasin : -COVNM : 110 mg/Nm3 ; Pour la sablerie 1 : - poussière : 20 mg/Nm3
Constats : Par sondage l'inspection a vérifié le rapport du laboratoire de contrôle agréé en date du 27 septembre 2022 de Socotec qui montre les mesures suivantes : Pour la tour Arazin : -COVNM : 9,38 mg/Nm3 ; Pour la sablerie 1 : - poussière : 0,14 mg/Nm3 ;
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
Thème(s) : Risques chroniques, plan de gestion de solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare une quantité consommée de solvants dans le cadre des process de noyautage et moulage à hauteur de 8839 kg/an. Le plan de gestion de solvants n'est pas réactualisé depuis 2016. L'inspection propose un projet de mise en demeure de réaliser le PGS dans un délai de 6 mois et de le transmettre à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois